



La protection sociale - 6e édition

 **Télécharger**

 **Lire En Ligne**

[Click here](#) if your download doesn't start automatically

La protection sociale - 6e édition

Montalembert Marc

La protection sociale - 6e édition Montalembert Marc

Les Français sont attachés à un "modèle social" qui, dans une large mesure, a atteint l'objectif ambitieux fixé lors de la création de la Sécurité sociale en 1945 : "Lever pour tous les travailleurs et leurs familles l'incertitude du lendemain". Synonyme d'accès aux soins garanti à toute la population et d'un meilleur niveau de vie pour les personnes âgées, la protection sociale s'est progressivement étendue à de nombreux domaines : politiques en faveur des travailleurs, de l'enfance et de la famille, des personnes âgées, des handicapés. Cependant, face à une contrainte budgétaire croissante et dans un contexte économique dégradé (chômage persistant, montée de l'exclusion), la protection sociale n'échappe plus aux remises en question. Sur de nombreux sujets (système de retraites, politiques familiales, ciblage des indemnités et des prestations), les modalités, voire la légitimité de la protection sociale, suscitent régulièrement débats et mesures nouvelles. Cet ouvrage se veut un manuel de référence, accessible et sans parti pris, pour mettre en perspective les enjeux et évolutions de la protection sociale.

 [Télécharger La protection sociale - 6e édition ...pdf](#)

 [Lire en ligne La protection sociale - 6e édition ...pdf](#)

352 pages

Extrait

Introduction

La protection sociale recouvre l'ensemble des systèmes qui ont pour finalité de protéger les individus contre les conséquences financières des risques sociaux : maladie, invalidité, vieillesse, chômage, coût des enfants, exclusion... Le «modèle social français», qui se distingue par son haut niveau de protection sociale, «pèse» environ 675 milliards d'euros, soit 10 000 euros par habitant et par an, ou encore 33,8 % du PIB (contre 29,4 % en moyenne dans les pays de l'Union européenne).

Le budget social en France est financé d'une part, par le biais de cotisations, et d'autre part, par des impôts et taxes affectés. Les organismes qui y concourent sont nombreux et de statuts divers : sécurité sociale, institutions de protection complémentaire ou d'assurance chômage, services de l'État et des collectivités locales à commencer par le département fournissant minima sociaux, aide sociale, etc.

A la Libération, la première ordonnance portant organisation de la sécurité sociale (4 octobre 1945) prend place au sein d'une longue histoire qui témoigne des liens de solidarité unissant les membres de la société. Prenant acte de ce que face au développement du paupérisme depuis la révolution industrielle, les réponses individuelles ou privées sont inadéquates, l'État se fait «instituteur du social», selon l'expression de l'historien Pierre Rosanvallon, et intervient pour tenter de résoudre ce que l'on appelle alors la «question sociale», plus pressante que jamais au moment de la reconstruction.

En 1945, un Français sur deux bénéficie donc, déjà, d'une sécurité sociale qui sera progressivement étendue, par la suite, à toute la population, tandis que les droits seront constamment améliorés. Les prestations versées permettent à certains d'éviter la pauvreté ; elles contribueront aussi fortement à soutenir la croissance économique. Mais les ressources disponibles se réduisent dès la fin des années 1970, le chômage augmente, entraînant simultanément une diminution des recettes et une augmentation du nombre de bénéficiaires des prestations sous conditions de ressources, alors même que la maîtrise des finances publiques commence à connaître des difficultés. L'État-providence fait par ailleurs l'objet de critiques théoriques : l'idéologie libérale anglo-saxonne, qui met l'accent sur l'initiative et les libertés individuelles plutôt que sur la solidarité, dénonce l'effet négatif de prélèvements sociaux obligatoires élevés sur le niveau des embauches (en particulier pour les bas salaires).

Dans une économie de plus en plus mondialisée, la question du coût de la protection sociale s'est posée avec d'autant plus d'acuité que se précisaient les menaces qui pesaient sur elle : accumulation de déficits structurels, détérioration du rapport actifs/inactifs, croissance non maîtrisée des dépenses de santé, persistance d'un chômage élevé, multiplication des «travailleurs pauvres». La montée de l'exclusion et la vulnérabilité d'une part importante de la population révèlent enfin que si la protection sociale est un extraordinaire instrument de solidarité et de cohésion, la France - un des pays les plus riches du monde - ne parvient pas pour autant à en garantir à tous le bénéfice.

En effet, les fondements du contrat social de 1945 ont évolué. Nous sommes passés d'une économie de financement administrée, fermée et protégée, à un capitalisme mondial ouvert, de plus en plus financier. Si ce processus inéluctable a des effets très positifs, il peut aussi, non régulé, être synonyme de délocalisations, de chômage de masse, d'inégalités sociales, d'exclusion et, pour beaucoup, de dégradation du cadre de vie. Notre société est devenue très individualiste et les intérêts particuliers - dont la somme est toujours inférieure à celle de l'intérêt général - sont de plus en plus mis en avant. Comment alors modifier un système reposant principalement sur le travail qui, s'il demeure la valeur centrale de la société, ne remplit plus sa fonction de «grand intégrateur», tout en préservant à la fois ceux qui travaillent et ceux qui ne travaillent pas ? Plusieurs questions se posent. Présentation de l'éditeur

Les Français sont attachés à un "modèle social" qui, dans une large mesure, a atteint l'objectif ambitieux fixé lors de la création de la Sécurité sociale en 1945 : "Lever pour tous les travailleurs et leurs familles

l'incertitude du lendemain". Synonyme d'accès aux soins garanti à toute la population et d'un meilleur niveau de vie pour les personnes âgées, la protection sociale s'est progressivement étendue à de nombreux domaines : enfance, famille, handicapés, publics en difficulté, etc.. Cependant, face à une contrainte budgétaire croissante et dans un contexte économique dégradé (chômage persistant, montée de l'exclusion), la protection sociale n'échappe plus aux remises en question.

Sur de nombreux sujets (système des retraites, politiques familiales, ciblage des indemnités et des prestations), les modalités, voire la légitimité de la protection sociale, suscitent régulièrement débats et mesures nouvelles.

Cet ouvrage se veut un manuel de référence à jour sur le plan statistique, accessible et sans parti pris, pour mettre en perspective les enjeux et évolutions de la protection sociale. Biographie de l'auteur
Universitaire, Marc de Montalembert est président du Centre d'études, de documentation, d'information et d'action sociales (CEDIAS - Musée social).

Download and Read Online La protection sociale - 6e édition Montalembert Marc #RG10NB3D27T

Lire La protection sociale - 6e édition par Montalembert Marc pour ebook en ligneLa protection sociale - 6e édition par Montalembert Marc Téléchargement gratuit de PDF, livres audio, livres à lire, bons livres à lire, livres bon marché, bons livres, livres en ligne, livres en ligne, revues de livres epub, lecture de livres en ligne, livres à lire en ligne, bibliothèque en ligne, bons livres à lire, PDF Les meilleurs livres à lire, les meilleurs livres pour lire les livres La protection sociale - 6e édition par Montalembert Marc à lire en ligne.Online La protection sociale - 6e édition par Montalembert Marc ebook Téléchargement PDFLa protection sociale - 6e édition par Montalembert Marc DocLa protection sociale - 6e édition par Montalembert Marc MobipocketLa protection sociale - 6e édition par Montalembert Marc EPub
RG10NB3D27TRG10NB3D27TRG10NB3D27T